



Conclusion

Cela fait désormais près de 70 ans que les économies du monde entier ouvrent leurs marchés les unes aux autres, reconnaissant que l'interdépendance et la coopération engendrent une prospérité partagée. Cependant, de graves difficultés, comme la crise financière de 2008-2009, la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, menacent maintenant d'ébranler cette vision et font ressortir un certain nombre de risques inhérents à un contexte mondialisé. Par conséquent, certains ont commencé à remettre en cause les avantages de la mondialisation. La suite logique de cette façon de penser est un monde plus fragmenté et moins intégré. Heureusement, nous n'en sommes pas encore là. Il est encore temps d'agir ; cependant, comme le montre ce rapport, l'évolution du discours sur la mondialisation s'est déjà traduite par une exacerbation des tensions et par les premiers signes d'une fragmentation géoéconomique du commerce.

Le présent rapport montre qu'une approche fragmentée du commerce mondial réduirait le bien-être dans le monde, et constitue donc une solution inopérante face aux problèmes mondiaux les plus urgents. Rappelons seulement quelques-uns des constats établis : premièrement, malgré les goulets d'étranglement et les perturbations temporaires dans les chaînes de valeur mondiales, le commerce a démontré son utilité en renforçant la sécurité économique pendant les crises récentes et actuelles. Il a contribué à la fourniture de produits médicaux et de vaccins là où ceux-ci étaient nécessaires pendant la pandémie de COVID-19. Il a également joué un rôle dans la résolution des problèmes liés à la sécurité alimentaire en aidant les importateurs de produits alimentaires à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Deuxièmement, le commerce a été un facteur déterminant de convergence économique mondiale et de réduction de la pauvreté. Si, en l'absence de politiques nationales adéquates, le commerce peut accentuer les inégalités au sein des pays, il peut également ouvrir d'importantes perspectives pour les travailleurs informels, les femmes et les micro, petites et moyennes entreprises. Il contribue en outre à diffuser les technologies vertes dans le monde, à opérer un transfert de ressources vers les producteurs plus respectueux de l'environnement et à contrebalancer les effets de l'augmentation de la production.

La conclusion du présent rapport est sans appel : dans le monde d'aujourd'hui, il faut davantage de commerce et davantage de coopération, et pas moins. Les principales questions auxquelles les responsables politiques sont confrontés dans le monde entier, qu'il s'agisse de la sécurité, de l'inclusion ou des changements climatiques, transcendent les États nations. Ni les pandémies, ni les conflits, ni les émissions ne s'arrêtent aux frontières. Les choix et les politiques au niveau national entraînent des répercussions et des externalités bien plus importantes qu'auparavant. Par conséquent, il n'est pas possible de trouver des solutions de manière unilatérale, indépendamment des actions des autres. La mondialisation et la coopération doivent faire partie de la réponse à apporter si le monde veut résoudre les crises auxquelles il fait face.

La mondialisation doit toutefois évoluer face à ces nouvelles difficultés et s'accompagner de politiques nationales appropriées. L'évolution des technologies peut offrir de nouvelles possibilités pour étendre le commerce à un plus grand nombre d'économies, de personnes et de secteurs, ce qui permettra de contribuer aux solutions

apportées aux préoccupations environnementales, sociales et en matière de sécurité à l'échelle mondiale. Pour tirer parti de ces avantages, il faut renforcer la coopération internationale en matière de commerce et s'agissant d'un large éventail d'autres questions. En ce sens, l'OMC a introduit le terme «remondialisation», processus dans lequel, réformée et redynamisée, elle a un rôle central à jouer.

Concrètement, le rapport a posé la question de savoir laquelle, de la remondialisation ou de la fragmentation, serait la meilleure option afin de résoudre les problèmes liés à la sécurité économique et géopolitique, à la pauvreté et à l'inclusion, et à la durabilité environnementale. Les données disponibles ont été examinées et les estimations empiriques de différents scénarios présentées. Le verdict est clair : la fragmentation nuirait à la sécurité et à la stabilité. Le coût serait considérable, en particulier pour les pays les plus pauvres, accentuant les inégalités et la pauvreté. Il deviendrait également plus difficile, si ce n'est impossible, de coopérer sur d'autres questions mondiales, comme les changements climatiques, et de parvenir à la diffusion des technologies nécessaires pour atteindre les objectifs de durabilité.

À l'inverse, comme indiqué précédemment, l'intégration du commerce a été une source de résilience et de paix, un facteur majeur de la croissance économique mondiale et de la réduction de la pauvreté, et un moteur pour la diffusion des outils nécessaires à la promotion de la durabilité. Et ce processus peut faire bien plus pour relever les défis actuels : des chaînes d'approvisionnement mondiales plus approfondies, déconcentrées et plus diversifiées – la remondialisation sur mesure – peuvent donner aux pays et aux populations qui ont été laissés de côté les moyens de participer plus pleinement au commerce mondial et d'en retirer les avantages. La diffusion des technologies numériques peut favoriser la participation tant au commerce des marchandises qu'à celui des services. En outre, le commerce peut démultiplier les possibilités de développement et faciliter les changements structurels, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de réduction des émissions tout en soutenant une répartition plus verte de la production au niveau mondial.

Néanmoins, pour que le commerce continue de créer des possibilités et de la croissance, il faut renforcer la coopération en matière de politique commerciale. Par exemple, la réduction des coûts du commerce, y compris par la pleine mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, contribuerait à la diversification des chaînes de valeur mondiales.

Pour favoriser la croissance du commerce des services, et en particulier des services fournis par voie numérique, des accords doivent être conclus sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, le commerce électronique et la facilitation de l'investissement – des questions qui ont toutes considérablement progressé à l'OMC. La relance des négociations relatives à un accord

sur les biens et services environnementaux à l'OMC et l'établissement de disciplines concernant les pratiques néfastes pour l'environnement permettraient d'avancer vers la réalisation des objectifs environnementaux. Les Membres de l'OMC échangent activement sur ces sujets et sur d'autres, et ils réfléchissent à la manière de transformer l'OMC en une instance encore plus efficace pour traiter la série de questions toujours plus nombreuses qui appellent des solutions multilatérales.

La coopération dans le domaine du commerce avance également sur d'autres plans. Les accords régionaux, tels que celui portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), couvrent une part importante des échanges et offrent des possibilités à des milliards de personnes. Les nouveaux domaines d'action présentant un intérêt direct pour la résilience, l'inclusion et la durabilité sont de plus en plus traités dans ces accords, qui peuvent en outre accompagner le système commercial international vers davantage d'inclusion et de soutien mutuel.

Des tendances analogues peuvent être observées s'agissant de l'Accord de Paris sur le climat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC) et du Cadre inclusif OCDE/G-20 sur les pratiques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices, qui vise à réduire les inégalités. Même si ces derniers, ainsi que les récents accords de l'OMC, mettent en lumière les difficultés rencontrées pour parvenir à un accord en présence d'un grand nombre d'acteurs divers, et d'avancer vers la ratification et la mise en œuvre, ils montrent aussi clairement que les solutions fondées sur la coopération restent possibles.

Tout cela témoigne de la «remondialisation» qui est à l'œuvre. Elle a déjà commencé et elle est dans l'intérêt de tous. Il reste cependant beaucoup à faire pour que cette voie prévale et, comme l'a montré ce rapport, l'OMC a un rôle essentiel à jouer pour accélérer ce processus.